



United Nations

**CENTRAL
EMERGENCY
RESPONSE FUND**



A SOUND HUMANITARIAN INVESTMENT

**DU COORDONNATEUR RÉSIDENT / HUMANITAIRE
SUR L'UTILISATION DES SUBVENTIONS DU CERF
BURUNDI
URGENCES SOUS-FINANÇÉES PREMIER CYCLE
2013.**

RESIDENT/HUMANITARIAN COORDINATOR

Mme. Rosine Sori-Coulibaly

RESUME DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION

- a. Merci d'indiquer quand l'After Action Review (AAR) a été conduit et qui a participé.
Les représentants du PAM, la FAO, l'UNICEF et le HCR ont discuté du rapport plusieurs fois en Septembre et Octobre 2013.
- b. Merci de confirmer que le rapport CERF du Coordonnateur Résident et/ou Coordonnateur de l'Action Humanitaire (CR/CH) a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordonnateurs sectoriels comme mentionné dans les directives.
OUI NON
- c. Le rapport final CERF du CR/CH a-t-il été partagé, pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordonnateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes), comme recommandé dans les directives?
OUI NON

DPAE Makamba, Rutana DPAE, Food for the Hungry et Help Channel Burundi, IRC, la Croix-Rouge Burundi, PARESI, Caritas.

I. LE CONTEXTE HUMANITAIRE

TABLE 1: VUE D'ENSEMBLE DES SUBVENTIONS D'URGENCES (US\$)		
Montant total nécessaire à la réponse humanitaire: 13, 815,329		
Répartition des financements totaux reçus pour la réponse humanitaire par sources	Source	Montant
	CERF	2,970,162
	FONDS HUMANITAIRE COMMUN/ FONDS POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (le cas échéant)	N/A
	AUTRES (Bilatéral/Multilatéral)	3,991,211
	TOTAL	6,961,373

TABLE 2: CERF SUBVENTIONS D'URGENCE PAR ALLOCATION ET PROJET (US\$)			
Allocation 1 – date de la soumission officielle: 12 Décembre 2012			
Agence	Project code	Groupe Sectoriel/Secteur	Montant
UNICEF	13-CEF-007	Santé-Nutrition	163,893
UNICEF	13-CEF-008	Eau et Assainissement	151,358
UNICEF	13-CEF-009	Santé	266,643
UNICEF	13-CEF-010	Multi-secteur	334,488
FAO	13-FAO-003	Agriculture	448,574
UNHCR	13-HCR-002	Services de Coordination et Soutien - logistique	605,502
WFP	13-WFP-001	Alimentation	999,704
TOTAL			2,970,162

TABLE 3: REPARTITION DU FINANCEMENT CERF PAR MODALITES DE MISE EN OEUVRE (US\$)	
Modalité de mise en oeuvre	Montant
Mise en oeuvre directe agences des Nations-Unies/IOM	2, 319,055
Fonds transférés aux ONG pour mise en oeuvre	462,050
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux	189,057
TOTAL	2, 970,162

BESOINS HUMANITAIRES

Au 1er Août 2012 et après un processus de « détermination de statut » mené par les autorités tanzaniennes, en collaboration avec le HCR, une clause de cessation a été invoquée pour 37,592 réfugiés Burundais en Tanzanie, ils n'étaient donc plus réfugiés et devaient rentrer chez eux. Le gouvernement de la Tanzanie, le gouvernement du Burundi et le HCR sont convenus d'un processus de retour organisé début Octobre 2012.

Le processus a débuté par la zone C le 31 Octobre 2012 (le camp est composé de 6 zones et la zone C est la plus petite. Il a été décidé lors de la réunion de Genève que la zone C sera la première zone à cibler). Les réfugiés à l'époque, n'ont pas toujours collaboré, mais les autorités tanzaniennes ont fini par charger 348 personnes dans 5 bus avant le démantèlement des colonies dans la zone C. Les résidents de la zone AB (la plus peuplée avec près de 13,000 habitants) ont été informés de leur retour prévu le 3 Novembre 2012. Ce jour-là, 571 personnes sont arrivées en bus au Centre de Transit au Burundi. Certaines familles ont fui et ont été signalés arrivant à la

frontière (des points d'entrée inattendue) à pied. Le 5 Novembre, les bus avec 732 personnes sont arrivés au Centre de Transit dans l'après-midi. Le 6 Novembre, le convoi de 568 personnes a été divisé en deux parties.

Il y avait environ 35,500 (7,085 ménages) réfugiés installés dans le camp de Mtabila. 60% d'entre eux avaient moins de 18 ans, et 28% des ménages étaient dirigés par une femme. 3/4 des enfants en âge scolaire ne bénéficiaient que d'une éducation informelle dans le camp, car elles avaient été fermées en 2009. 60% de la population est née hors du Burundi. Parmi eux 2,414 avaient été identifiés comme des personnes ayant des besoins spécifiques (handicapés physiques et mentaux, les personnes âgées, les femmes chef de ménage) et 714 ménages (3,272 personnes) identifiés comme étant sans terre. Pour 2/3 d'entre eux, les zones d'origines se situaient dans 4 provinces (Makamba, Rutana, Bururi, Ruyigi) au Burundi.

Des allégations de mauvais traitements et des cas de séparation familiales ont été signalées.

Certaines personnes non concernées ont été prises dans le processus d'expulsion. Les Biens, y compris les animaux, ont été chargés dans le désordre, dans des camions et envoyés au Burundi parfois au mauvais CT avec des conséquences dramatiques.

Pour chaque convoi, les besoins spécifiques, en majorité des femmes et des enfants, atteignaient un taux sans précédent de 18% à 32%. Les conséquences de ses déplacements étaient une insécurité alimentaire et des problèmes nutritionnels accrus, de plus une épidémie de choléra sévissait dans la région et il fallait se prémunir de cela.

II. ZONES CIBLEES ET ETABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITES

Le Burundi est dans une situation post-conflit, caractérisée par un taux élevé de pauvreté (2/3 de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté). L'administration publique n'a pas la capacité de coordonner et de mettre en œuvre des programmes. Le gouvernement du Burundi délaisse la scène humanitaire pour se focaliser sur le développement et cela à un impact négatif sur la mobilisation de fonds pour les activités humanitaires.

Les équipes de pays des Nations Unies de Tanzanie et du Burundi ont travaillé étroitement. Le gouvernement du Burundi à travers le ministre de la réinsertion a pris les devants pour une évaluation commune de la situation et une réponse coordonnée. Un partenariat est en place entre le gouvernement et UNCT, avec une équipe mixte pour la préparation d'un programme de réinsertion de 18 mois.

Les provinces de Rutana, Ruyigi, Bururi et Makamba étaient parmi celles qui devaient recevoir le plus de rapatriés du camp de Mtabila, environ 63%, demandaient à être réinstallés dans leurs régions et idéalement exploitations d'origine, la grande majorité (90%) affirmant posséder une terre arable dans leur village d'origine. Or il a été démontré que ces zones relèvent de la Phase II en matière d'insécurité alimentaire et de la phase III avec l'existence d'une crise alimentaire du mois de Juillet à Décembre 2012. Les villages avec un afflux important de réfugiés Nyanza Lac, Kayagoro, Rumonge, Giharo et Gisuru étaient tous en phase III, ajoutant ainsi une pression supplémentaire à une situation déjà critique. Par ailleurs, un déficit de la production agricole était prévu pour la saison à venir, donc une pression supplémentaire sur la production et sur le terrain allait avoir lieu en raison de l'arrivée de rapatriés. Les campagnes de dépistage, de sensibilisation et de vaccination étaient également nécessaires pour éviter la propagation de la rougeole.

L'épidémie de choléra au Burundi, représentait un risque pour les personnes au CT et dans les centres d'hébergement. Fournir de l'eau potable en quantité suffisante et faire les assainissements adéquats étaient donc essentiel pour éviter de nouvelles flambées de choléra. Il était également important de réduire le temps que les gens passaient à être reçus, enregistrés, également le temps passé au centre.

Un autre domaine d'urgence était la protection des enfants. Les enfants arrivaient séparés des parents et il était essentiel de trouver des familles d'accueil avant qu'ils ne soient réunis avec leurs propres familles.

D'autres actions humanitaire consistaient au transport de la frontière vers les zones de retour via le centre de transit, la réception et l'enregistrement, abris d'hébergement et des installations connexes, y compris la nourriture (en centres de transit-CT-en attendant le retour ou dans un logement temporaire pour les personnes vulnérables et sans terre), l'affectation d'un paquet de retour (nourriture, articles non alimentaires, subvention en espèces, l'accès facilité aux services de base), la protection de l'enfant (les enfants non accompagnés ou séparés, l'accès rapide à l'éducation / loisirs), la protection et l'assistance aux personnes ayant des besoins spécifiques, les activités de suivi de la protection dans les zones de retour.

III. LE PROCESSUS CERF

HCR en tant qu'agence chef de file pour le rapatriement des anciens réfugiés a tenu des réunions de consultation avec toutes les agences des Nations Unies impliquées dans ce Grant CERF. Cette demande a été bâtie sur une évaluation du plan opérationnel inter institutions qui a impliqué Caritas, IRC, AHA, Burundi Croix-Rouge, 2 ONG en lien avec le ministère de l'Intérieur et le ministère de la solidarité.

Cette demande a également été fondée sur la mise en œuvre et les enseignements tirés d'une semaine d'opérations de rapatriement massifs et sans précédent. Le processus de priorisation CERF a pris en compte les besoins évalués par les agences dans leur zone de responsabilité. Le projet de proposition a été analysée par un groupe de travail conjoint mis en place par le coordonnateur résident, le groupe de travail s'est également rapproché des collègues du bureau régional OCHA basé à Nairobi.

IV. RESULTATS ET VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

TABLE 4: PERSONNES AFFECTEES ET BENEFICIAIRES DIRECTS PAR SECTEUR				
Nombre total des personnes affectées par la crise: 33,000				
Nombre total des personnes ayant bénéficié directement du financement CERF par groupe sectoriel/secteur	Groupe Sectoriel/Secteur	Femmes	Hommes	Total
	Santé-Nutrition	15,400	14,600	30,000
	Eau et Assainissement	15,400	14,600	30,000
	Santé	15,400	14,600	30,000
	Multi-secteur	15,400	14,600	30,000
	Agriculture	16,800	16,200	33,800
	Services de Coordination et Soutien - logistique	16,800	16,200	33,819
	Alimentation	16,800	16,200	33,800

ESTIMATION DES BENEFICIAIRES

Par exemple, sur base des données fournies par UNHCR, la FAO en collaboration avec les partenaires d'exécution et l'administration ont procédé à une deuxième identification dans les provinces concernées en vue de choisir parmi les ménages rapatriés ceux qui ont accès à la terre et pouvant par conséquent être bénéficiaires des intrants agricoles devant être fournis par la FAO. Cependant compte tenu de la disponibilité budgétaire, la FAO a pu identifier seulement 50% des 6,000 ménages rapatriés de Mtabila et par conséquent plusieurs cas de réclamations et de frustrations ont été enregistrés de la part des ménages rapatriés non bénéficiaires et qui se considèrent eux aussi éligibles à cette assistance, si du moins on tient compte des critères principaux : (1) rapatrié de Mtabila et (2) avoir accès à la terre.

TABLE 5: NOMBRE DE PERSONNES AYANT BENEFICIES DIRECTEMENT DU FINANCEMENT DU CERF		
	Planifié	Atteint (estimation)
Femmes	15,400	16,800
Hommes	14,600	16,200
Nombre total de personnes (hommes et femmes)	30,000	33,800
Y compris, enfants de moins de 5 ans	6,900	7,719

RESULTATS DU FINANCEMENT CERF

L'allocation rapide du Fonds CERF a permis de réagir immédiatement à l'urgence. Ce sont 33,819 anciens réfugiés de Mtabila qui ont été transportés, un accès direct aux intrants agricoles variés (semences, engrais et outillage agricole) pour 3,200 ménages des provinces Rutana, Ruyigi, Makamba et Bururi pour la mise en place de la grande saison agricole 2013B. 80% des semences distribués ont été semés, l'augmentation des taux de semis résulte du fait que ces distributions étaient précédées par la distribution des vivres

(RPS) du PAM. Nous avons constaté un accroissement de la production vivrière et maraîchère, amélioration de la qualité nutritionnelle et accès aux revenus monétaires des ménages en phase de réintégration au sein de leur communauté.

Un total de 33,800 rapatriés a reçu des repas chaud pendant leur séjour en transit; 20,000 rapatriés des provinces de Makamba, Rutana, Bururi et Ruyigi ont reçu une ration alimentaire complète pendant 3 mois (mars à mai 2013); Selon le rapport PDM (post distribution monitoring) du PAM d'Avril 2013, 93 % des ménages assistés ont un score de consommation alimentaire (SCA) adéquate c.-à-d. SCA >35), 6 % ont un SCA marginal (>21 to ≤35) tandis que 1% ont un SCA pauvre (≤21).

Grace au CERF, 24.7 MT de produits nutritionnels ont été achetés [plumpy Nut et laits thérapeutiques] ainsi que 415 équipements anthropométriques divers [balances, rubans, culottes]. Nous avons également formé 30 prestataires des soins de santé sur le protocole de prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe et les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. 6,900 enfants ont été pesés et mesurés et nous avons pris en charge 761 enfants de moins de 5 ans malnutris et 601 enfants de moins de 5 ans ont été guéris dont 306 filles.

En matière d'accès à l'eau potable, 1,000 personnes ont obtenu un accès direct durable à l'eau potable et 3,000 personnes ont bénéficié d'un minimum de 15 litres d'eau potable par jour à travers l'approvisionnement par camion-citerne et la distribution de kits de famille de traitement d'eau composés de bidons, de seaux et d'aquatabs) à 80 ménages pour une durée de 1 à 4 mois. En matière d'assainissement et d'hygiène, 2,250 rapatriés (375 ménages) dans les communes de retour ont été identifiés pour bénéficier de la distribution des non-vivres (NFIs) (savons, Aquatabs, seaux et bidons) au mois d'août 2013. Presque 2,000 personnes ont bénéficié de l'accès adéquat à l'assainissement de base, et ont reçu du savon pour une durée de 2 à 3 mois et environ 4,763 personnes ont été sensibilisées sur des bonnes pratiques d'hygiène.

Au niveau de l'éducation 7,500 enfants rapatriés ont reçus du matériel scolaire pour les encourager à rester à l'école 6,669 enfants ont reçu une formation de mise à niveau linguistique les permettant de suivre l'enseignement en Kirundi et en Français, 2,385 sont intégrés dans les écoles primaires équipées en 1,025 bancs pupitres, 140 tentes, 324 boîtes de craies, 252 enseignants ont été formés sur le module de « l'Ecole Amie de l'Enfant ». 4,128 enfants ont reçu un encadrement psychosocial à Rutana et Bururi.

VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

Le financement CERF a permis d'accueillir les anciens réfugiés dans des conditions de respect de la dignité humaine. Ils ont pu recevoir des repas pour parer à toute crise nutritionnelle et également des semences pour leur permettre de pratiquer des activités agricoles afin de favoriser leur réintégration dans leur province d'accueil.

a) Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires?

OUI EN PARTIE NON

L'allocation rapide des fonds CERF a permis de commencer à apporter une réponse rapide aux besoins identifiés entre autre l'accès aux services sociaux de base (eau, éducation, santé, nutrition) mais également de connaître leurs droits légaux et institutionnels vis-à-vis de la violation de leurs droits.

Les fonds CERF ont permis à l'UNHCR de réagir immédiatement en organisant le transport des 33,819 anciens réfugiés de Mtabila.

Le FAO a pu permettre un accès direct aux intrants agricoles variés à 3,200 ménages dans les différentes provinces d'accueil pour la mise en place de la saison agricole 2013, ce qui a favorisé un accroissement de la production vivrière et maraîchère.

Grâce aux fonds CERF, le PAM a pu distribuer de manière efficace aux 33,800 rapatriés des repas chauds durant leur séjour au centre de transit. Il a également distribué à 20,000 rapatriés une ration alimentaire complète pendant 3 mois.

b) Les financements du CERF ont-ils favorisé la réponse aux besoins les plus urgents?*

OUI EN PARTIE NON

Les financements CERF ont permis de gérer l'afflux massif d'anciens réfugiés au Burundi en provenance de la Tanzanie, et les besoins de cette population étaient immenses. Les agences ont pu relever le défi auxquels ils ont eu à faire face. 33,819 anciens réfugiés de Mtabila ont pu être transportés vers les zones d'origine grâce à ce financement.

¹ Par réponse aux besoins les plus urgents, référence est faite aux actions nécessaires, rapides et limitées dans le temps et aux ressources requises afin de minimiser les pertes de vies humaines additionnelles et les dommages aux biens sociaux et économiques (ex vaccination d'urgence, contrôle d'une invasion de criquets, etc.).

Le CERF a répondu aux besoins urgents en distribution des repas chauds aux anciens réfugiés en provenance de Tanzanie, et a répondu à une situation alimentaire critique. Les agences ont également organisé le transport et le retour des réfugiés dans leurs provinces d'origine dans des conditions respectant la dignité humaine en apportant une assistance en intrants agricoles, seule source des semences pour ces ménages affectés. La distribution de ces semences a été accompagnée également par la distribution de ration alimentaire complète pendant 3 mois.

L'approvisionnement en matériels supplémentaires a favorisé la prise en charge rapide du nombre additionnel de patients et favorisé leur réintégration. Aussi la mise à l'échelle du CMAM a permis d'accroître de 10% le nombre de centres de santé disposant d'un système de prise en charge intégré de la malnutrition.

c) Les financements du CERF ont-ils favorisé la mobilisation d'autres financements?

OUI EN PARTIE NON

Par exemple, le FAO vient de bénéficier un financement de l'Union Européenne pour une période de 4 ans dans le cadre du projet PROPA-O qui a comme objectif principal l'appui à la mise en valeur agricole, la valorisation des produits agricoles et l'accès au marché dans les provinces de Makamba et Rutana. Le groupe cible étant plus particulièrement les ménages de rapatriés habitant les villages ruraux intégrés (VRI) et leurs communautés d'accueil parmi lesquelles figurent les populations rapatriés de Mtablia réinstallées dans leurs communautés.

d) Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire?

OUI EN PARTIE NON

Le processus d'appel à contribution de CERF a permis aux agences bénéficiaires de travailler ensemble lors de la formulation de la proposition, du ciblage et de la mise en œuvre de la réponse apportée.

De nombreuses réunions ont été organisées par les agences afin de s'assurer de la cohérence de la réponse apporter et ce dans chaque domaine. Ces réunions ont permis aux agences d'identifier efficacement les zones d'intervention et d'éviter un chevauchement des actions à menées.

La complémentarité des interventions sur le terrain a permis de prendre en charge les besoins spécifiques des rapatriés et également renforcé la collaboration entre les agences de la communauté humanitaire. Les échanges réguliers d'informations sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités par chaque agence a favorisé l'amélioration de la coordination.

e) Le cas échéant, veuillez expliquer d'autres aspects de la valeur ajoutée à la réponse humanitaire par le financement CERF

N/A

V. LESSONS LEARNED

TABLE 6: OBSERVATION POUR LE <u>SECRETARIAT DU CERF</u>		
Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
Format du rapport	Il faut que le secretariat CERF partage le format du rapport plus en avance pour ceux qui ont déjà utilisé tous les fonds et voudraient le rediger.	Secretariat CERF
Burundi est un pays post-conflit	Il faut que le secretariat CERF tienne compte du fait que le Burundi est un pays post-conflit et du fait de cette particularité beaucoup d'ONG. Cela rend le pays très vulnérables aux chocs.	Secretariat CERF

TABLE 7: OBSERVATIONS POUR L'EQUIPE DE PAYS

Enseignements Tires	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
Les équipes pays ont coordonné la réponse à la crise humanitaire.	Il faut que les agences maintiennent la même dynamique, dans la coordination de la réponse apportée aux crises humanitaires. Renforcer la coordination inter-agence.	Chefs d'agences
Une meilleure coordination et concertation des acteurs humanitaires a permis de répondre efficacement et en temps convenable aux besoins spécifiques des populations rapatriés en cours de réinstallation. Les fonds CERF ont été un moyen de secours d'urgence pour ces ménages qui ont pu facilement être réintégrer dans les communautés permettant ainsi d'améliorer leur dignité et le renforcement du tissu social.	Maintenir et renforcer la coordination des acteurs et suivre de près et accompagner le processus réintégration des rapatriés par des actions durables.	Equipe de Pays

VI. PROJECT RESULTS

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET			
Information Projet CERF			
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	1 Décembre 2012-31 Août 2013
2. Code du projet CERF:	13-CEF-007	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Santé-Nutrition		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Integrated emergency nutrition support for returnees from Mtabila camp through Communitybased Management of Acute Malnutrition (CMAM) and emergency infant and young children feeding (eIYCF) approaches		
7. Financement	a. Budget Total du Projet	US\$261,888	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$97,995	- Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	c. Montant reçu du CERF :	US\$163,893	US\$ N/A
			- Partenaires gouvernementaux : US\$ 24,458
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs	Planifié	Atteint	En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:
a. Femmes	15,400	15,400	Project 13-CEF-007 (Nutrition): 4,146 children aged 6-59 months suffering from severe acute malnutrition were treated globally in the 5 concerned provinces (Makamba, Bururi, Rutana, Ruyigi, Karusi). (Note: it is not possible to distinguish which of these children were returnees from the Mtabila camp).
b. Hommes	14,600	14,600	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	30,000	30,000	
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans	6,900	6,900	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Assurer une évaluation nutritionnelle rapide et une adéquate prise en charge de la malnutrition aiguë sévère de 761 enfants de moins de 5 ans selon l'approche communautaire intégrant les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en urgence.			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> 601 enfants de moins de 5 ans sévèrement malnutris sont guéris et réhabilités à travers l'approche communautaire de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë [taux de guérison >75%, taux de décès <5% et le taux d'abandon <15%]. 30 prestataires des soins de santé ont la capacité de prendre adéquatement en charge la malnutrition sévère selon le protocole national. 10 services nutritionnels intégrés dans les centres de santé sont équipés en matériel anthropométriques pour le dépistage et en produits nutritionnels pour la prise en charge thérapeutique. 30 agents de santé communautaires sont actifs dans le dépistage, la référence et la surveillance nutritionnels intégrant les pratiques améliorées d'hygiène et d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. 			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			

- 24.7 MT de produits nutritionnels achetés (plumpy Nut et laits thérapeutiques).
- 415 équipements anthropométriques divers achetés (balances, rubans, culottes).
- 30 prestataires des soins de santé formés sur le protocole de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë et les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.
- 54 agents de santé communautaire formés sur le dépistage, référence, surveillance nutritionnelle et pratiques d'hygiène et d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.
- 10 CDS équipés de matériel anthropométrique et livres en produits nutritionnels.
- 6900 enfants pesés et mesurés.
- 761 enfants de moins de 5 ans malnutris pris en charge.
- 601 enfants de moins de 5 ans guéris dont 306 filles.

12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

N/A

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI NON

Les agents de santé communautaires assurent la sensibilisation, le dépistage et la référence nutritionnel, tout enfant a la même chance de fréquenter les services de santé.

14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?

OUI NON

Les missions de suivi et de supervision ont permis d'observer les performances des personnels de santé formés et de mesurer les progrès pré et post test. Les Bureau provinciaux de santé et le PRONIANUT et l'UNICEF procèdent chaque mois à l'analyse des rapports des données statistiques vis-à-vis de l'atteinte des résultats du projet à travers les rapports de routine de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère. L'évaluation globale du programme de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère de l'UNICEF a été menée en 2013.

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET

Information Projet CERF			
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	1 Décembre 2012-31 Août 2013
2. Code du projet CERF:	13-CEF-008	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours <input checked="" type="checkbox"/> Achevé
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Eau et Assainissement		
4. Titre du projet:	Access to potable water, basic sanitation and hygiene for the repatriated Burundian population from Mtabila camp in Tanzania		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 250,000	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 98,642	- Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 151,358	- Partenaires gouvernementaux :
			US\$ 12,672
			US\$ N/A
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Planifié</i>	<i>Atteint</i>	<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>
a. Femmes	15,400	15,400	
b. Hommes	14,600	14,600	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	30,000	30,000	
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans	6,900	6,900	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> Accès à l'eau potable, assainissement de base et hygiène pour environ 30,000 rapatriés burundais pour une durée de 9 mois. 			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> 15,000 personnes ont accès à un minimum de 15 litres d'eau potable pour une durée de 9 mois. 5,000 personnes ont accès à l'assainissement de base adéquate dans les PE (points d'entrée), CHT (centres d'hébergement temporaire) et CT (centres de transit). 2,000 ménages reçoivent du savon pour une durée de 9 mois. 5,000 personnes sont sensibilisées sur les bonnes pratiques d'hygiène dans les CHT et les communes de retour. 			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
Eau: <ul style="list-style-type: none"> Environ 1,000 personnes ont obtenu un accès durable à l'eau potable par la réhabilitation d'un réseau gravitaire d'eau (Bukemba). Environ 3,000 personnes dans et aux alentours de 1 CT et 2 CHT ont bénéficié d'un minimum de 15 litres d'eau potable par jour à travers l'approvisionnement par camion-citerne et la distribution de kits de famille de traitement d'eau composés de bidons, de seaux et d'aquatabs) à 80 ménages pour une durée de 1 à 4 mois. 			

- Environ 10,000 personnes aux PE ont bénéficié de la distribution d'eau (2-3 litres par personne)
- Environ 2,250 rapatriés (375 ménages) dans les communes de retour ont été identifiés pour bénéficier de la distribution des non-vivres (NFIs) (savons, Aquatabs, seaux et bidons) au mois d'août 2013.

Assainissement:

- Presque 2,000 personnes ont bénéficié de l'accès adéquat à l'assainissement de base, à travers la réhabilitation des latrines et douches et l'installation des dispositifs lave-mains (tippy-tap) dans 5 CHT.
- Savon :
- Environ 2,000 personnes ont reçu du savon pour une durée de 2 à 3 mois à travers la distribution de 2,880 pièces de savon.
- Promotion de l'hygiène:
- 4,763 personnes (1,792 hommes, 2,182 femmes et 789 enfants) ont été sensibilisées sur des bonnes pratiques d'hygiène dans et aux alentours de 5 CHT, à travers 120 séances de promotion d'hygiène qui ont été effectuées entre avril et juillet 2013.
- Des comités d'hygiène (composés de 50% de femmes) ont été créés dans 5 CHT
- Des maquettes des boîtes à images ont été créées pour la prévention d'épidémies de choléra et pour la promotion des bonnes pratiques d'hygiène.

12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

- Le nombre des personnes est plus bas qu'attendu pour les raisons suivantes :
- Obtention des matériaux: Les commandes de NFIs ont dû être faites à travers des appels d'offre nationaux ou internationaux, résultant en des procédures longues. Les aquatabs ont été reçus en juin 2013, et une grande partie des NFIs (savons, bidons, seaux) n'ont pas été reçus avant fin juillet 2013. Les articles qui ont été distribués auparavant aux personnes ciblées par l'intervention ont été pris du stock de l'UNICEF et étaient limités en quantité.
- Le nombre des personnes dans les CHT a été plus bas qu'attendu, puisque beaucoup de rapatriés ont rapidement déménagé vers leurs communes d'origine au Burundi.

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI NON

- Les personnes vulnérables ont été touchées par priorité par le projet comme les CT et les CHT ont hébergé les rapatriés les plus vulnérables.
- Plus que 50% des rapatriés ciblés par l'intervention étaient des femmes
- Un nombre adéquat de latrines et de douches séparées pour hommes et femmes a été assuré dans les CHTs.

14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?

OUI NON

Durant la période de mise en œuvre du projet des missions de suivi composées des staffs de l'Unicef et de la CRB. Les 3 bureaux provinciaux de la CRB ont effectué au total 25 missions de suivi entre Mars et Mai 2013. Ces missions ont permis de suivre l'état d'avancement des activités et s'assurer de l'accès effectif des rapatriés aux services mis à leur disposition. L'évaluation finale du projet n'a pas encore été effectuée.

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET

Information Projet CERF			
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	1 Décembre 2012-31 Août 2013
2. Code du projet CERF:	13-CEF-009	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Santé		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Medical assistance to the under five children and mothers repatriates from Mtabila camp (Tanzania)		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 367,643	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 266,643	- Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 249,205	- Partenaires gouvernementaux :
			US\$ N/A
			US\$ 52,374
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Planifié</i>	<i>Atteint</i>	<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>
a. Femmes	15,400	15,400	Avec ces fonds CERF, la Santé a payé entre autres: - des antipaludeens pour la prise en charge de 30 000 personnes - du vaccin antirougeoleux pouvant couvrir 8 000 à 9 000 enfants, - des moustiquaires pour 5 000 ménages - des kits d'urgence pour couvrir 30 000 personnes pour 3 mois.
b. Hommes	14,600	14,600	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	30,000	30,000	
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans	6,900	6,900	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> Assurer l'accès aux services de santé de base aux enfants et femmes enceintes pendant le processus de rapatriement et la période de réinsertion dans leur zone de retour respective. Assurer le renforcement des capacités des centres de santé de la zone de grand retour des réfugiés à faire face à la pression exercée par la population additionnelle. Renforcer les capacités des formations sanitaires nationales dans la préparation et la réponse aux urgences, épidémies et autres catastrophes naturelles. 			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> Le personnel de santé du site de transit a bénéficié de 2 missions d'appui par les superviseurs du Ministère de la Santé Publique et la lutte contre le SIDA (MSPLS) pendant la phase de rapatriement. Le centre de transit et certains centres de santé ont reçus des kits d'urgences et des kits pour accoucheuse, des kits de choléra et des kits rougeole en cas d'urgence. Le statut vaccinal de 100% des enfants de moins d'un an du centre de transit est évalué. 100% des enfants de 6 à 59 mois qui sont passés par le centre de transit ont été vaccinés contre la rougeole, ont reçu la supplémentation en vitamine A et ont été déparasités à l'Albendazole 			

<ul style="list-style-type: none"> • 100% des structures de santé augmentent leur stock de biens essentiels • Les agents de santé communautaires (ASC) des 5 provinces ont reçu des paquets des fiches des pratiques familiales clés • Les ASC des 5 provinces ont été formées sur la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME) communautaire • Le système de référence est fonctionnel dans la zone de grand retour des réfugiés • Au mois un agent de santé par centre de santé situé dans la zone de retour de réfugiés est formé sur la surveillance intégrée de la maladie et la riposte (SIMR) 	
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF	
<ul style="list-style-type: none"> • Le centre de transit a bénéficié d'une visite de supervision des cadres du MSPLS • Les médicaments ont été donnés directement aux provinces sanitaires de Makamba, Bururi, Rutana, Ruyigi et Karusi pour aider les centres de santé à prendre en charge le nombre de patients additionnels. Des cas de choléra survenus à Makamba et Rutana ont été pris en charge grâce aux médicaments achetés dans le cadre de CERF. • 10.000 moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action (MIILDA) d'urgence ont été distribuées dans le district sanitaire de Butezi dans le cadre de l'urgence. • Le statut vaccinal de 100% des enfants de moins d'un an a été évalué dans le centre de transit et le calendrier vaccinal des enfants dans le besoin a été complété; la vitamine A et l'Albendazole ont été donnés à tous les enfants de 6-59 mois. • Formation de 427 ASC et 10 TPS/infirmiers de Rutana et Makamba ont été formés sur la PCIME communautaire • 5 Médecins chefs de districts, 5 superviseurs polyvalents des ECD et 5 médecins/ infirmiers en charge des urgences au niveau des hôpitaux de district sont formés sur la SIMR à Makamba et Ruyigi • 134 titulaires des centres de santé ont les capacités renforcées sur la SIMR 	
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
N/A	
13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
Tous les enfants, garçons et filles, ont reçu le paquet nécessaire notamment l'évaluation du statut vaccinal et la réception des vaccins, la supplémentation en vitamine A et le déparasitage à l'Albendazole. Au cours des formations, les ASC sont composés d'autant d'hommes que de femmes.	
14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
2 visites de suivi conjoint MSPLS et l'UNICEF ont été effectuées dans les provinces affectées.	

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET

Information Projet CERF			
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	1 Décembre 2012-31 Août 2013
2. Code du projet CERF:	13-CEF-010	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Multi-secteur		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Safe, protective and learning environment for repatriated children and families at risk		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 791,549	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 527,635	- Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 363,913	US\$ 24,403
			- Partenaires gouvernementaux : US\$ 129,486
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Planifié</i>	<i>Atteint</i>	<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>
a. Femmes	15,400	15,400	
b. Hommes	14,600	14,600	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	30,000	30,000	
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans	6,900	6,900	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> Assurer la sécurité et la protection des enfants rapatriés et des familles à risque Contribuer à la réduction des disparités dans l'accès, la participation et l'achèvement de l'éducation de base de qualité pour les enfants rapatriés Informers les rapatriés sur le cadre institutionnel et juridique du Burundi, en mettant l'accent sur l'égal accès aux services. Le projet vise à informer les rapatriés de leurs droits comme burundais, par le biais de la promotion de l'égalité d'accès aux services et de la jouissance effective des droits, notamment la restitution des biens, le cas échéant. Promouvoir la protection des droits humains des rapatriés. 			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
Éducation (UNICEF)			
<ul style="list-style-type: none"> 10 espaces d'apprentissage amis de l'enfant sont établis dans les centres de transit et les zones de retour des rapatriés dans les provinces sélectionnées (Bururi, Karusi, Makamba, Rutana et Ruyigi) et 10 centres DIJE sont établies 5,000 enfants rapatriés âgés de 7 à 12 ans sont réintégrés dans le système scolaire burundais et reçoivent des kits scolaires 4,000 enfants de moins de 5 ans bénéficient d'activités DIJE, y compris du soutien psychosocial 180 enseignants sont formés sur l'approche Ecole Amie de l'Enfant 			

<p>Protection de l'enfance (UNICEF)</p> <p>Protection</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 travailleurs sociaux du gouvernement sont en mesure de suivre l'évolution de la situation, de fournir un soutien psychosocial, de suivre et de référer aux services adéquats les enfants vulnérables parmi les enfants rapatriés. • 30 Comités de Protection de l'enfant (CPE) établis et en mesure de faciliter la réinsertion sociale et le bien-être des enfants rapatriés dans les 5 provinces de majeur retour. • 20 Officiers d'état civil formés pour assurer l'enregistrement de naissance des enfants rapatriés. • Tous les enfants de retour dans les provinces de Bururi, Karusi, Makamba, Rutana et Ruyigi sont enregistrés et munis de certificats de naissance <p>La protection des droits de l'homme (OHCHR)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tous les rapatriés sont installés et vivent en harmonie avec leurs voisins. • Les autorités locales ont un point spécial sur la situation des rapatriés. • Un plan stratégique pour toutes les parties prenantes aux droits humains qui se développe. 	
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF	
<p>Éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> • 7,500 enfants rapatriés ont reçus du matériel scolaire pour les encourager à rester à l'école • 6,669 enfants ont reçu une formation de mise à niveau linguistique les permettant de suivre l'enseignement en Kirundi et en Français • 2,385 sont intégrés dans les écoles primaires scolaires équipés en 1,025 bancs pupitres, 140 tentes, 324 boîtes de craies. • 980 élèves ont bénéficié d'un espace d'apprentissage grâce à la construction de 14 salles de classes • 270 enfants âgés de 3-6 ans ont bénéficiés du matériel scolaire • 252 enseignants sont été formés sur le module de l'Ecole Amie de l'Enfant • 281 adolescents rapatriés ont bénéficié d'une formation en métiers • 3 espaces récréatifs ont été aménagés à Rutana, et 32 espaces récréatifs à Rumonge en province Bururi • 4,128 enfants ont reçu un encadrement psychosocial à Rutana et Bururi. <p>Protection</p> <ul style="list-style-type: none"> • 240 officiers d'état civil et représentants de l'administration locale formés pour assurer l'enregistrement de la naissance des enfants rapatriés • 6 assistand sociaux des gouvernements formés pour fournir un soutien psychosocial, suivre et référer aux services adéquats les enfants vulnérables parmi les enfants rapatriés. • 55,713 enfants enregistrés à l'état civil dont 24,014 enfants rapatriés • 74 comites de protection de l'enfant (CPE) mis en place et 518 membres des CPE formees sur la protection des enfants et promotion de la cohésion sociale <p>La protection des droits de l'homme</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2,058 personnes, dont 1184 rapatriés, ont bénéficiés des séances de sensibilisation sur le cadre légal et institutionnel au Burundi et des plans stratégiques pour toutes les parties prenantes aux droits humains ont été développés. 	
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
N/A	
13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
Tous les enfants, filles et garçons ont été réintégrés à l'école, ont bénéficié du matériel scolaire et des cours de mise à niveau linguistique. Les comités de protection de l'enfant sont constitués de personnes élues par la communauté. Sur les 7 membres du comité, au moins 2 sont des femmes et 2 enfants dont une fille et un garçon. Une des tâches principales des CPE est de veiller à ce que les enfants les plus nécessiteux bénéficient en priorité à l'assistance disponible.	
14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
Projet toujours en cours.	

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET

Information Projet CERF			
1. Agence:	FAO	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	Janvier 2013 - Juillet 2013
2. Code du projet CERF:	13-FAO-003	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Agriculture		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Emergency support to Burundian farming returnees from Tanzanian Mtabila Camp of end 2012		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 1,927,450	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 488,577	- Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 488,577	- Partenaires gouvernementaux :
			US\$ 14,650
			US\$ 10,150
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs	Planifié	Atteint	En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:
a. Femmes	8,640	9,317	Le total des ménages touchés par l' intervention correspond exactement à celui initialement prévu cependant les changements ont eu lieu au niveau des catégories de bénéficiaires (hommes, femmes, enfants de moins de cinq ans
b. Hommes	7,360	6,683	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	16,000	16,000	
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans	3,100	2,785	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<p>Objectif Global:</p> <ul style="list-style-type: none"> L'objectif global du projet est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des rapatriés en provenance du camp de Mtabila en Tanzanie, et de fournir un soutien immédiat à leur réinstallation. <p>Objectifs spécifiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> Un accès juste et équitable aux intrants agricoles essentiels est garanti aux rapatriés, en particulier à ceux qui en ont besoin (Bururi, Rutana, Ruyigi et Makamba); Assurer l'accès à la trousse agricole pour une meilleure utilisation de l'eau à petite échelle pendant la saison 2013C; Promouvoir la réhabilitation et la participation des filles et des femmes (54% du total des bénéficiaires ciblés) pour sécuriser leur accès aux intrants agricoles de base. 			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> 16.000 agriculteurs rapatriés (3.200 ménages) 46% des hommes et des garçons et 54% des femmes et des filles ont été ciblés et ont reçu des graines de légumes assortis et d'autres intrants nécessaires et les outils pour la mise en place de saisons 2013B et 2013C; 3.200 ménages ont reçu un kit de 650 boutures de patates douces variétés riches en carotène ☐; 3.200 ménages recevront chacun: 25 kg de graines de haricots, 10 kg de semences de maïs, 18 kg de graines d'arachides, 6 kg de graines de soja et d'intrants pour accroître le niveau de productivité et 20 gr de graines de légumes par ménage pour la production de jardinage intensif ; 80 associations obtiendront 6 pompes à eau chacune et 70 grammes de semences de légumes du jardin de rendement 			

<p>potentiel élevé dans les petites parcelles de terre. Le rendement servira les ménages et la diversification de l'alimentation, mais va aussi générer des revenus à travers de petites ventes au marché. En outre, les associations de jardinage de légumes dans les marais vont utiliser leurs pompes à pied d'eau se prévaloir en eau en permanence sur leurs parcelles. Les patates douces, maïs et haricots seront essentiellement produits pour la consommation familiale, mais le soja, les arachides et les légumes fournissent, dans les trois mois, les revenus provenant des ventes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3.200 ménages auront accès à une production durable pour répondre à leurs besoins alimentaires immédiats et à stabiliser leurs moyens de production agricole. • 40% des bénéficiaires vont générer un supplément de revenu de la vente de la production de légumes. 	
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF	
<ul style="list-style-type: none"> • accès direct aux intrants agricoles variés (semences, engrais et outillage agricole) à 3200 ménages des provinces Rutana, Ruyigi, Makamba et Bururi pour la mise en place de la grande saison agricole 2013B <ul style="list-style-type: none"> ○ augmentation des emblavures et exploitation maximale de la saison 2013B ○ 80% des semences distribués ont été semés, l'augmentation des taux de semis résulte du fait que ces distributions étaient précédées par la distribution des vivres (RPS) du PAM ○ accroissement de la production vivrière et maraîchère, amélioration de la qualité nutritionnelle et accès aux revenus des revenus monétaires en phase de réintégration au sein de leur communauté 	
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
N/A	
13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
N/A	
14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?	OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
<p>Au cours du mois de mai, une mission conjointe FAO/ MINAGRIE (Cabinet du Ministre de l'Agriculture et de l'élevage et DPAAE)/partenaires a eu lieu dans les provinces bénéficiaires et les principales conclusions et recommandations formulées sont les suivantes :</p> <p>Cette mission a permis de faire le point sur le profil des ménages bénéficiaires, la composition du kit ainsi que les différentes utilisations. En effet, tous les ménages qui ont été assistés étaient tous des rapatriés de Mtabila et affirment tous avoir reçu un kit composé de 25 kg de semences de haricot, 12 kg de semences d'arachide, 1000 cordes de patate douce, 2 kg d'urée, 3 kg de DAP et 10 sachets de semences maraîchères.</p> <p>Sur base des entretiens menés auprès des populations bénéficiaires, nous constatons que les intrants distribués ont été affectés différemment et l'affectation était fonction de la catégorie d'intrants et des provinces. En effet, pour toutes les catégories d'intrants distribués, les provinces de Ruyigi et Makamba enregistrent des taux importants de semis contrairement aux provinces Rutana (principalement la commune Giharo) et Bururi (commune Rumonge) suite essentiellement au problème d'accès à la terre. Dans toutes les provinces assistées, les ménages précisent qu'ils ont dû prélever quelques kilos de semences pour la vente dans le but de pouvoir subvenir à d'autres besoins.</p> <p>Dans toutes les communes visitées, toutes les cultures présentaient un bon état végétatif et les ménages espèrent de bons rendements si les conditions climatiques demeurent bonnes.</p> <p>En conclusion nous pouvons dire que les intrants distribués ont permis aux ménages rapatriés en cours de réinstallation d'exploiter la deuxième saison agricole 2013B. Cependant, pour ceux qui ont un problème d'accès à la terre notamment dans les communes Giharo et Rumonge les intrants distribués n'ont pas été utilisés de manière efficace.</p> <p>Pour permettre une bonne réintégration de tous les rapatriés de Mtabila, la mission recommande aux services concernées d'effectuer un monitoring pour savoir réellement les rapatriés qui ont un problème d'accès à la terre afin de pouvoir disponibiliser des terres pour eux ou bien penser à les installer dans les villages ruraux intégrés et apporter une assistance aux autres ménages rapatriés qui n'ont pas été pris en compte dans ce programme étant donné que sur 6000 ménages rapatriés de Mtabila, donc 50% seulement ont pu être assistés en intrants agricoles.</p>	

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET

Information Projet CERF			
1. Agence:	UNHCR	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	Janvier 2013 – Juin 2013
2. Code du projet CERF:	13-HCR-002	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Services de Coordination et Soutien - logistique		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Burundian Returnees (Reception and reintegration of Former Burundian Refugees in Mtabila, Tanzania)		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 900,900	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet	US\$ 605,500	- Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 605,500	- Partenaires gouvernementaux :
			US\$N/A
			US\$ N/A
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Planifié</i>	<i>Atteint</i>	<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>
a. Femmes	15,400	16,800	Certains réfugiés burundais de Mtabila vivaient en dehors du camp ou n'étaient pas présents lors du recensement précédent le retour ordonné.
b. Hommes	14,600	16,200	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	30,000	33,000	
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans	6,900	7,719	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
L'objectif initial est transporter 30,000 retournés de Mtabila dans la sécurité et la dignité dans des bus de location jusqu'à leurs collines d'origine.			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> 30,000 anciens réfugiés burundais sont reçus, enregistrés dans le but de l'aide. 30,000 anciens réfugiés burundais et leurs effets personnels sont transférés dans leur commune d'origine en respectant la sécurité et la dignité. 			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
L'allocation rapide du Fonds CERF a permis de réagir immédiatement à l'urgence. Ce sont 33.819 anciens réfugiés de Mtabila qui ont été transportés			
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:			
La différence de 3,819 retournés vient du fait que tous ne vivaient pas dans le camp au moment du recensement. Certains vivaient dans les villages autour du camp et sont rentrés.			
13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de			OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>

genre?	
<p>Pour que l'accueil et le transport des rapatriés de Mtabila dans les zones de retour se passe dans la sécurité et la dignité, l'état des bus loué, leur propreté était pris en compte à chaque voyage. Une attention particulière a été portée sur les femmes, les personnes âgées. Les hommes et les femmes vulnérables ont été transportés en véhicules léger et même en ambulance quand leur état le nécessitait.</p>	
14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?	OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
<p>Les partenaires ayant reçu les fonds CERF, comme tous les partenaires mettant en œuvre les projets pour le compte de l'UNHCR ont été audités par le Cabinet d'audit AD EXPERTS-CONSEIL qui a certifié tous les comptes conformes à l'usage prévu.</p> <p>Aussi, une réunion d'évaluation post-Mtabila a eu lieu entre l'UNHCR et ses partenaires, le 20 mars 2013, qui a conclu au bon déroulement de l'opération, l'ensemble des rapatriés ayant été enregistrés et transportés avec leurs effets personnels dans leurs zones de retour.</p> <p>La bonne coordination entre toutes les intervenants, qui a abouti à la mise sur pied d'un programme inter agences d'intervention en faveur des rapatriés, a aussi été relevée.</p>	

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET

Information Projet CERF			
1. Agence:	WFP	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	Janvier 2013 – Mai 2013
2. Code du projet CERF:	13-WFP-001	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Alimentation		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Protracted relief and Recovery Operation (PRRO) Burundi No. 200164: Assistance to refugees, returnees and Vulnerable foodinsecure population		
7. Funding	a. Budget Total du Projet :	US\$ 9,315,899	d. CERF funds forwarded to implementing partners:
	b. Montant total du financement reçu pour le projet	US\$ 4,000,000	- Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 999,704	- Partenaires gouvernementaux :
			US\$ 59,000
			US\$ N/A
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Planifié</i>	<i>Atteint</i>	<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>
a. Femmes	15,400	16,800	Trente mille (30,000) est le chiffre de planification dressés pour l'assistance lors de la proposition. Lors du rapatriement effectif, le nombre s'est accru jusqu'à 33,800 rapatriés assistés
b. Hommes	14,600	16,200	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	30,000	33,800	
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans	6,900	6,900	
9. Original project objective from approved CERF proposal			
L'objectif global est de contribuer à l'amélioration et à la stabilisation de la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des rapatriés burundais du camp de Mtabila en Tanzanie. Les objectifs spécifiques sont les suivants: <ul style="list-style-type: none"> • Répondre aux besoins alimentaires immédiats des 30,000 réfugiés qui arrivent dans une situation d'urgence; • Améliorer la consommation alimentaire de 30,000 personnes hébergées dans les CT et TAC; • Soutenir la production agricole des agriculteurs rapatriés grâce au programme de protection des semences. 			
10. Original expected outcomes from approved CERF proposal			
<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la consommation alimentaire au cours de la période d'assistance aux rapatriés (Score de consommation alimentaire cible 100 % de ménages assistés avec SCA > 35) ; • Semences distribuées à 3,200 ménages des rapatriés ne sont pas utilisés pour des besoins de consommation (cible : plus de 95 % des semences sont plantés). 			
11. Actual outcomes achieved with CERF funds			
<ul style="list-style-type: none"> • Un total de 33,800 rapatriés a reçu un repas chaud pendant leur séjour en transit; • 20,000 rapatriés des provinces de Makamba, Rutana, Bururi et Ruyigi ont reçu une ration alimentaire complète pendant 3 mois (mars à Mai 2013); • Selon le rapport PDM (post distribution monitoring) du PAM d'Avril 2013, 93 % des ménages assistés ont un score de 			

consommation alimentaire (SCA) adéquate c.-à-d. SCA >35), 6 % ont un SCA marginal (>21 to ≤35) tandis que 1% ont un SCA pauvre (≤21).	
12. In case of significant discrepancy between planned and actual outcomes, please describe reasons:	
En plus du dépassement du nombre ci-haut expliqué, la ration de protection de semence qui devrait être destinée aux 3,200 ménages comme prévu a été utilisé pour couvrir les besoins en termes de paquet retour pour les 3,800 ménages supplémentaires non pris en compte lors de la planification.	
13. Are the CERF funded activities part of a CAP project that applied an IASC Gender Marker code?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
Pour un total atteint de 33,800, environ 16,800 femmes ont été assistées durant leur séjour en transit ou pendant le transfert. La plupart des cartes de ration alimentaire étaient émises au nom des femmes sans aucun avis contraires de leurs maris. Selon les évaluations de suivi, cela a permis une gestion rationnelle de vivres reçus au sein des ménages (moins de reventes).	
14. M&E: Has this project been evaluated?	OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
<p>WFP, HCR, CARITAS en collaboration avec les autres intervenants ont respectivement et conjointement mené des évaluations de suivi en février et en avril 2013. Des groupes de travail et de coordination (nationale et provinciale) ont été mis en place par le gouvernement où le PAM a participé activement. Pour la majorité des rapatriés, leurs propriétés sont encore en litige tandis que ceux qui ont pu accéder à leurs propriétés ou qui ont loué des parcelles agricoles n'ont pas eu de semences ni d'intrants agricoles pour profiter de la saison culturale B qui est la saison clé dans la production agricole burundaise. Il se dégage que les moyens d'existence des rapatriés de Mtabila comme pour les autres ménages ruraux restent fortement tributaires des activités agricoles. Cette dépendance est un facteur de fragilité au regard du manque de terrain agricole pour certains et d'intrants agricoles pour d'autres ; d'où ils sont à risque d'insécurité alimentaire.</p> <p>Les principales recommandations issues de ces missions de suivi sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de réalisation d'une évaluation post-assistance avec un échantillon représentative en vue de faire une analyse approfondie sur la situation des rapatriés au Burundi ; • Continuer l'assistance alimentaire aux rapatriés pendant la période de Juin-Septembre 2013 ; • Suivi des distributions en vue de vérifier le temps passé au point de distribution, les problèmes liés aux listes des bénéficiaires et la qualité des denrées distribuées. 	

ANNEXE 1. FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERE AUX PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE

CERF Project Code	Cluster/Sector	Agency	Implementing Partner Name	Partner Type	Total CERF Funds Transferred to Partner US\$	Date First Installment Transferred	Start Date of CERF Funded Activities By Partner	Comments/Remarks
13-CEF-007	Nutrition	UNICEF	PRONANUT	INGO	\$24,458	1-May-13	1-May-13	Le montant mentionnés concerne les transferts directs aux partenaires les intrants ont été acheté par l'UNICEF
13-CEF-008	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	CRB	RedC	\$12,672	1-Feb-13	1-Feb-13	Achat et mise à disposition de supply pour un montant de 37,380 USD
13-CEF-009	Health	UNICEF	MSPLS	GOV	\$52,374	10-Apr-13	15-Apr-13	Le montant mentionnés concerne les transferts directs aux partenaires les intrants ont été acheté par l'UNICEF
13-CEF-010	Child Protection	UNICEF	CNIDH	GOV	\$14,129	1-Apr-13	1-May-13	Le montant mentionnés concerne les transferts directs aux partenaires les intrants ont été acheté par l'UNICEF
13-CEF-010	Child Protection	UNICEF	Ministère Interieur	GOV	\$30,043	1-Mar-13	1-Apr-13	Le montant mentionnés concerne les transferts directs aux partenaires les intrants ont été acheté par l'UNICEF
13-CEF-010	Child Protection	UNICEF	World Vision	INGO	\$24,403	1-Jul-13	1-Aug-13	Le montant mentionnés concerne les transferts directs aux partenaires les intrants ont été acheté par l'UNICEF
13-CEF-010	Child Protection	UNICEF	MEBSEMFPFA	GOV	\$85,194	1-Mar-13	1-Mar-13	Le montant mentionnés concerne les transferts directs aux partenaires les intrants ont été acheté par l'UNICEF

13-FAO-003	Food Assistance	FAO	Help channel Burundi and Food for the Hungry	INGO	\$14,650	7-Mar-13	10-Mar-13	
13-FAO-003	Food Assistance	FAO	DPAE Makamba et Rutana	GOV	\$10,150	7-Mar-13	10-Mar-13	La contribution au partenaire à partir des fonds CERF a permis de renforcer sa capacité de mise en oeuvre vu que le partenariat existait déjà.
13-WFP-001	Food Assistance	WFP	CARITAS	INGO	\$59,000	1-Mar-13	1-Oct-13	
13-HCR-002	Common Logistics	UNHCR	IRC	INGO	\$143,400	1-Dec-12	31-Mar-13	Les fonds CERF remis au partenaire ont permis d'accroître la capacité logistique du Partenaire et de désengorger les Centres de Transit dans un délai maximum de 48 heures.
13-HCR-002	Protection	UNHCR	PARESI	GOV	\$33,800	1-Dec-12	31-Mar-13	La contribution au partenaire à partir des fonds CERF a permis de renforcer sa capacité par le recrutement du personnel additionnel.
13-HCR-002	Protection	UNHCR	CRB	RedC	\$15,000	1-Dec-12	31-Mar-13	La CRB, avec les fonds CERF recus a puis renforcer sa présence dans les centres de transit et aux postes frontaliers entre la Tanzanie et le Burundi.

ANNEXE 2: ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS (Par Ordre Alphabétique)

AHA	Africa Humanitarian Action
ASC	Agents de Santé Communautaire
CHT	centre d'hébergement temporaire
CMAM	Community-based Management of Acute Malnutrition
CRB	Croix rouge burundaise
CT	Centre de Transit
DPAE	Direction provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
ECD	Early Childhood Development
FAO	Organisation des Nation Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
HCR	Haut commissariat aux réfugiés
IRC	International Rescue Committee
MSPLS	Ministere de la Sante Publique et de Lutte contre le SIDA
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCIME	La prise en charge intégrée des maladies de l'enfant
PRONIANUT	Programme National Intégré d'Alimentation et de Nutrition
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'Enfance